

Mardi 9 octobre 2018

Tou-tes en grève et à la manifestation



L'appel unitaire de la CGT, de la FSU, de FO, de Solidaires et de l'UNEF le rappelle clairement : la France aurait réellement les moyens d'une autre autre politique si le gouvernement faisait d'autres choix de politique fiscale.

Il faut le rappeler haut et fort : avec 94 milliards d'euros en 2017, les profits des entreprises du CAC 40 s'envolent, et les dividendes suivent la même courbe. **La France est ainsi passée 3^{ème} au palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10% du total mondial des dividendes.**

Pendant ce temps, le gouvernement choisit de diminuer les recettes fiscales de l'Etat : selon le ministère des Comptes publics, les décisions gouvernementales depuis 1 an ont creusé un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, en favorisant les plus riches. Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital... : **bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches...**

C'est dans ce contexte de choix de favoriser les plus riches, que le gouvernement annonce un **budget d'austérité** : nouvelle diminution des emplois aidés, nouveau coup contre les retraités avec le décrochage des pensions par rapport à l'inflation, 4200 suppressions d'emplois dans la Fonction publique de l'Etat, 120 000 d'ici 2022 dans les fonctions publiques, remise en cause des statuts dans l'ensemble des 3 fonctions publiques avec «CAP 2022»...

Et maintenant, un Big-Bang des retraites se prépare sous couvert de simplification et d'équité ! Alors qu'un système de retraites par points ne peut voir le jour qu'en détruisant les régimes existants et toutes les garanties qui y sont liées, que ce soit en terme de montant de retraites ou de droits collectifs (droits familiaux, pensions de réversion...).

POUR le renforcement de tous les leviers de répartition des richesses produites : aides sociales, services publics, fiscalité juste...

POUR la défense et la promotion des services publics,

POUR l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux,

POUR la retraite par répartition à prestations définies,

SNUipp-FSU

TOU-TES en grève et à la manifestation : Rendez-vous à 9h30 devant la mairie de Guéret



SNUipp-FSU

*Pour l'école, ses élèves et ses personnels,
Pour des services publics à développer,
Pour un modèle social à renforcer :*

Il est temps d'exprimer clairement au gouvernement notre exigence d'une politique au service de la population !



SNUipp-FSU

Un système éducatif sous-investi par l'État

Le ministre de l'Éducation nationale a-t-il lu le dernier rapport de l'OCDE « Regards sur l'éducation 2018 » ? **Le système éducatif français est sous-investi par l'État qui consacre au primaire 15% de ressources en moins que dans les autres pays membres de l'OCDE.**

Ce sous-investissement pèse concrètement sur l'exercice du métier d'enseignant : le nombre d'élèves par classe est plus important que dans les pays comparables, notamment en maternelle avec 23 élèves en moyenne, huit de plus qu'ailleurs. La faiblesse des salaires des enseignantes et des enseignants des écoles, couplée à un temps de travail supérieur à leurs homologues de l'Union européenne est également une nouvelle fois pointée par ce rapport...

C'est dans ce contexte que Jean-Michel Blanquer annonce les suppressions de 2 600 postes dans le second degré et 400 emplois de moins pour les personnels administratifs... C'est un choix d'affaiblissement du service public d'éducation, alors que la hausse des effectifs d'élèves se poursuit dans les collèges et les lycées. Les services administratifs déjà au bord de l'asphyxie vont connaître des difficultés accrues pour gérer les personnels.

Quant au 1^{er} degré, le ministre annonce environ 1 900 créations de postes pour terminer le dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+. Or pour y parvenir, il aurait fallu prévoir 4 000 postes supplémentaires. Cette dotation ne permettra pas d'améliorer la qualité d'enseignement notamment dans les 104 000 classes de notre pays qui comptent plus de 25 élèves ou encore les quelque 6 700 classes de plus de 30 élèves. Elle ne permettra pas de créer les postes de RASED, de remplaçants, de formateurs... dont nous avons besoin pour combattre les inégalités scolaires.

Alors, en faisant grève à l'appel du SNUipp-FSU le 9 octobre, exigeons les créations de postes nécessaires, de la formation initiale et continue pour les personnels, des salaires revalorisés et de la confiance à l'égard de celles et ceux qui font la classe au quotidien.

La professionnalité enseignante bafouée

Jean-Michel Blanquer commentait ainsi les évaluations PIRLS : «*laisser les enseignants choisir leurs méthodes et leurs manuels relève de la non-assistance à élèves en danger !*».

A la suite de cette violente mise en cause de la profession, les injonctions au service de parti-pris rétrogrades pleuvent : méthode syllabique pure et manuel de lecture obligatoire, enjeu de la compréhension minimisé au profit de la maîtrise du code, contenus prescrits en APC, animations pédagogiques limitées à français/mathématiques sans lien avec les besoins des équipes, remise en cause des cycles, programmes réécrits pendant l'été au mépris du travail engagé par les équipes, conception mécaniste des apprentissages, retour programmé à la primarisation de la maternelle. La prescription des «bonnes pratiques» nie l'expertise de la profession et opère un glissement du métier de la conception à l'exécution. Les pressions hiérarchiques se renforcent et ciblent aussi bien l'organisation de l'école que le travail en classe : méthodes et manuels imposés, «expérimentations» forcées qui étouffent toute autonomie professionnelle.

Des évaluations sans enseignant !

En matière de déprofessionnalisation, les évaluations nationales standardisées, imposées cette année en CP et en CE1, atteignent des sommets. Des exercices inadaptés, sur la forme comme sur le fond, en rupture avec les apprentissages en maternelle et qui mettent les élèves artificiellement en échec. Une procédure de saisie en ligne, sans analyse des productions des élèves, qui relève du secrétariat et pas de la pédagogie ! Des profils générés par un traitement numérique, sans aucune prise en compte de la dimension humaine de l'élève. Des finalités qui confondent aide à l'élève et pilotage du système éducatif... S'agit-il de préparer le salaire au «merite», et la mise en concurrence des écoles envisagée dans la réforme de la fonction publique ?

Pour la défense de notre liberté pédagogique, droit inscrit dans la loi...

Pour un métier qui garde du sens, pour une école respectueuse des enseignants, au service de la réussite des élèves...

Toutes et tous en grève le 9 octobre 2018 à l'appel du SNUipp-FSU !